

La France a un nouveau «vendeur» de Rafale

- 18.09.2019
- Le Temps
- BERNARD WUTHRICH

BERNARD WUTHRICH, BERNE y ©BdWuthrich DIPLOMATIE Le nouvel ambassadeur de France en Suisse se nomme Frédéric Journès. En raison de son parcours professionnel, des parlementaires le voient déjà en «Monsieur Rafale» La France a un nouvel ambassadeur en Suisse. La nomination de Frédéric Journès a été publiée dans le Journal officiel le 7 septembre et l'ambassade l'a elle-même annoncé sur les réseaux sociaux vendredi. Elle a précisé sur Twitter que, comme il a remis les «copies figurées de ses lettres de créance» au chef du Protocole, il peut commencer sa mission sans attendre la cérémonie de remise des lettres de créance au Conseil fédéral du 24 octobre, avec le titre d'«ambassadeur désigné». Frédéric Journès succède à Anne Paugam, qui aura passé trois ans en Suisse.

Ce qui frappe, c'est le profil du nouveau représentant de la République française. Né le 25 octobre 1968, Frédéric Journès occupe à Berne, révèle la revue Acteurs publics, son premier poste d'ambassadeur. Ce diplomate que l'on dit «chevronné» et qui parle bien l'allemand est entré au Ministère des affaires étrangères en 1998. Il a été premier secrétaire à la représentation permanente de la France auprès de l'ONU à New York puis premier conseiller aux ambassades d'Athènes et de Kaboul. En 2012, l'homme a été nommé directeur adjoint des affaires stratégiques au Quai d'Orsay, avant de devenir, en 2013, directeur des relations internationales au Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA) et gouverneur à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

En 2016, il a pris la fonction de directeur des affaires internationales, stratégiques et technologiques au Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN), chargé, notamment, du contrôle des exportations de matériels de défense. L'année suivante, il a été sollicité par la ministre française des Armées, Florence Parly, pour faire partie du comité de rédaction de la Revue stratégique de défense et de sécurité nationale. «La stratégie paraît claire» Son parcours professionnel ne manque pas d'interpeller les élus fédéraux. Certains y voient un «marchand de Rafale», le jet français étant en compétition pour le remplacement des F-5 Tiger et des F/A 18. «C'est translucide», résume Pierre-Alain Fridez (PS/ JU), membre de la Commission de la politique de sécurité (CPS) du Conseil national.

Membre de cette commission jusqu'en 2017, Hugues Hiltbold (PLR/GE) partage son analyse: «La stratégie de la France paraît claire», diagnostique-t-il. Il se souvient de l'ambassadeur Alain Catta, qui a représenté la France en Suisse de 2009 à 2012. «Il venait à la salle des pas perdus pour nous convaincre que le Rafale était l'avion dont la Suisse avait besoin», dit-il. Mais la Suisse a opté pour le Gripen - choix finalement refusé par le peuple en 2014 - et le diplomate s'en est allé. L'émissaire de la Suède Per Thôresson n'avait pas non plus ménagé ses efforts, sur fond de scandale, pour promouvoir le Gripen.

Frédéric Journès se montre très actif sur les réseaux sociaux. Il poste des informations en série. Il a posé vendredi avec le footballeur Guillaume Hoarau à l'occasion de l'inauguration du Festival du film français d'Helvétie (FFFH). Mardi, il a vanté - et tweeté - les mérites de l'offre SAMP/T lors du lancement des tests du programme de défense sol-air Bodlup à Menzingen (ZG). Deux projets sont encore en compétition: celui de l'américain Raytheon et le SAMP/T du consortium français Eurosam.

La carte de la transparence A Berne, on part du principe que Frédéric Journès défendra le Rafale

avec la même vigueur. «Ce qui me paraît positif, c'est que la France semble jouer la carte de la transparence», commente le conseiller national Thomas Hurter (UDC/SH), qui avait présidé la sous-commission chargée d'examiner les conditions d'achat du Gripen en 2012-2013. La situation est cependant différente aujourd'hui. Le parlement se prononce uniquement sur l'arrêté fédéral portant sur le principe de l'achat d'un nouvel avion de combat. Cet arrêté de planification sera soumis au peuple l'an prochain.

Le Conseil fédéral choisira ensuite le nouveau jet parmi les quatre candidats encore en lice: le Rafale, l'Eurofighter euro-allemand ou les F-35 et F/A-18 Super Hornet américains. Le parlement devra toutefois valider ce choix dans le cadre d'un programme d'armement non soumis au référendum, h.